

Audience publique du 15 juillet 2002

=====

Recours formé par Monsieur ..., Luxembourg
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière de remise gracieuse d'impôt

JUGEMENT

Revu la requête inscrite sous le numéro 14168 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 13 novembre 2001 par Monsieur ..., demeurant à L-..., dirigée contre la décision du directeur de l'Administration des Contributions directes datée du 5 septembre 2001 portant rejet de sa demande de remise gracieuse présentée le 20 août 2001 ;

Vu le jugement du 5 juin 2002 ;

Vu le courrier recommandé déposé au greffe du tribunal administratif en date du 27 juin 2002 par Monsieur ..., ensemble les pièces jointes ;

Vu le mémoire complémentaire du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 8 juillet 2002 ;

Où le juge-rapporteur en son rapport complémentaire et Monsieur ... en ses explications, ainsi que Monsieur le délégué du Gouvernement Jean-Marie KLEIN en ses plaidoiries à l'audience publique du 10 juillet 2002.

Considérant qu'en date du 20 août 2001 Monsieur ..., préqualifié, a fait introduire auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, désigné ci-après par « *le directeur* », une demande en remise gracieuse conformément aux dispositions du paragraphe 131 de la loi générale des impôts, dite « *Abgabenordnung* » (AO), relative à sa dette d'impôt sur le revenu ayant trait aux années fiscales 1993 à 2000 ;

Que suivant décision en matière gracieuse portant la référence GR 119.2001 datée du 5 septembre 2001, le directeur a rejeté la demande de Monsieur ... après avoir conclu à l'absence de rigueur objective, tout en retenant « *qu'une rigueur subjective ne saurait être admise, le requérant reste à défaut d'établir que sa faculté contributive soit affectée de façon dirimante* » ;

Considérant qu'en date du 13 novembre 2001 Monsieur ... a fait déposer au greffe du tribunal administratif un courrier recommandé également adressé au directeur de

l'administration des Contributions directes, par lequel il entreprend la décision précitée de ce dernier datant du 5 septembre 2001 ;

Considérant que par jugement du 5 juin 2002, le tribunal a reçu le recours en réformation en la forme et, après avoir constaté l'absence de toute rigueur objective ainsi que l'incompatibilité de tout élément revenant à remettre en question des bulletins d'impôt sur le revenu définitivement arrêtés, sinon attaquables par la voie contentieuse, a, avant tout autre progrès en cause, ordonné la réouverture des débats et invité Monsieur ... à formuler par écrit, pièces à l'appui, une situation actualisée de ses revenus et de sa fortune permettant de mesurer ses facultés contributives actuelles, comprenant, notamment la situation de ses revenus et charges de toute nature, issues d'obligations alimentaires ou autres dettes, de même que, relativement aux immeubles lui appartenant, un état des revenus en retirés mensuellement et des inscriptions hypothécaires effectuées ;

Que le 27 juin 2002 Monsieur ... a fait déposer au greffe du tribunal administratif un courrier recommandé de quatre pages ensemble des pièces, disparates, versées à son appui ;

Que le délégué du Gouvernement a pris position à travers un mémoire complémentaire déposé le 8 juillet 2002 et y énonce à titre principal qu'il n'existerait pas de remise d'office, mais seulement une remise gracieuse sur demande motivée précisant des circonstances particulières, pour faire valoir que sur recours le juge contrôlerait la décision directoriale déferée mais ne saurait se faire administrateur et statuer sur des motifs de remise dont le directeur n'était pas saisi, de sorte qu'en l'espèce le recourant ne satisferait pas à ses charges procédurales en abandonnant au tribunal le soin d'ériger sa situation et de lui trouver un motif de remise, étant constant, d'après le représentant étatique, que Monsieur ... laisse le tribunal sous l'impression d'une masse désordonnée de requêtes, exploits, jugements, bordereaux et documents administratifs, tout en lui proposant une « *histoire* » sans la raconter lui-même ;

Que par ailleurs l'impôt devant être remis dans la mesure où sa perception est rendue inéquitable par la situation patrimoniale du redevable, la remise aurait absolument besoin de chiffres, non seulement pour l'impôt dont la perception est ressentie comme une rigueur par le redevable, mais surtout pour la situation patrimoniale qui amène le redevable à demander un allègement ;

Que s'il était vrai que le recourant affirme n'avoir actuellement d'autres revenus, à défaut d'activité, que le loyer d'un studio, il laisserait dans le vague sa situation de fortune, notamment immobilière, de même qu'il resterait un certain flottement sur la question de savoir si la remise devait porter sur l'impôt sur le revenu des années 1993 à 1995 liquidé et resté en large mesure impayé ou si elle devait également comprendre les créances provisoires que constituent les avances d'impôt sur le revenu et sur la fortune pour des années subséquentes ;

Que très subsidiairement le représentant étatique conclut qu'une remise d'impôt directe ne changerait rien à la longue liste de dettes que le recourant a accumulées un peu contre tout le monde, pour aliments, charges communes, emprunts privés, et même honoraires de notaire et d'avocat, étant donné que le paragraphe 131 AO servirait à éviter des rigueurs de la perception des contributions directes mais ne serait pas une solution en cas de déconfiture ;

Considérant qu'il appert que loin de fournir au tribunal, suivant sa demande comprise au dispositif du jugement précité du 5 juin 2002, une situation actualisée de ses revenus et de sa fortune, Monsieur ... livre derechef un ensemble d'éléments d'information servis en vrac et

« par touches », de nature à laisser la juridiction saisie sous l'impression qu'au niveau de ses revenus le demandeur se trouve actuellement être limité au loyer perçu pour son studio à raison de 25.000.- francs dont 4.000.- francs de charges comprises, ensemble les allocations familiales perçues pour son enfant Maxime issu de son récent mariage, ainsi qu'une allocation d'éducation d'environ 20.000.- francs à servir jusqu'à l'âge de 2 ans dudit enfant, le logement par lui actuellement occupé avec sa famille étant gracieusement mis à sa disposition d'après ses indications ;

Considérant que si la situation des revenus de Monsieur ... semble ainsi être brossée, force est de constater que tant au niveau de sa fortune, essentiellement immobilière, que de son endettement, aucune indication précise n'a pu être fournie par lui complémentirement aux éléments fragmentaires figurant au dossier ;

Considérant que les documents épars, souvent incomplets, versés à l'appui du courrier recommandé du 27 juin 2002 par Monsieur ... ne permettent en toute occurrence pas de dresser un tableau tant soit peu complet de ses dettes actuellement en souffrance, encore qu'il apparaisse a priori être éligible au regard de sa situation financière dans le cadre d'une procédure de règlement collectif des dettes telle que prévue notamment par la loi du 8 décembre 2000 concernant la prévention du surendettement et portant introduction d'une procédure de règlement collectif des dettes en cas de surendettement ;

Considérant que force est au tribunal de retenir que si une rigueur subjective semble se cristalliser dans le chef de Monsieur ... à l'heure actuelle, les éléments concrets d'évaluation y afférents manquent cependant, malgré demande complémentaire d'information posée à travers le jugement du 5 juin 2002, étant constant qu'il n'appartient pas au tribunal de s'ériger d'office en instance d'instruction du dossier présenté, s'analysant en l'occurrence et en toute apparence, à travers la multitude de données fournies, à défaut d'éléments chiffrés arrêtés, de nature à faire tendre plutôt vers un pressentiment de situation financière largement compromise, voire déconfite ;

Considérant qu'à défaut de toute présentation tant soit peu synthétique de la situation de fortune et des dettes de Monsieur ... permettant à la juridiction saisie de statuer *in concreto*, de façon circonstanciée et chiffrée en vue d'arrêter dans quelle mesure le paiement de l'impôt pour lequel la remise est demandée, - impôt dont l'assiette n'est encore pas tracée avec précision par le demandeur -, compromet son existence économique et le prive des moyens de subsistance indispensables, le tribunal se trouve dans l'impossibilité d'arrêter, en l'état, une quelconque remise gracieuse à accorder sur base du paragraphe 131 AO ;

Considérant que le tribunal tient à souligner que la présente décision ayant été rendue en l'état des éléments de fait présentés et compte tenu des carences afférentes constatées, elle ne saurait faire autorité – négative – face à une nouvelle demande de remise gracieuse à introduire le cas échéant par le demandeur auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, une fois le ménage fait par l'intéressé dans les données à la base de sa situation matérielle personnelle, le cas échéant à travers l'admission à requérir dans le cadre d'une procédure de règlement collectif des dettes, à condition notamment d'avoir cessé toute activité commerciale depuis au moins 6 mois et de ne pas se trouver en état de faillite ;

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

vidant le jugement du 5 juin 2002 ;

déclare le recours non fondé en l'état ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 15 juillet 2002 par :

M. Delaporte, premier vice-président,
Mme Lenert, premier juge,
M. Schroeder, juge

en présence de M. Schmit, greffier en chef.

Schmit

Delaporte